

**Les révolutions ne sont pas la course en train, mais la course humaine qui s'empare du frein d'urgence :
Vingt-neuvième lettre d'information (2019).**



Zainul Abedin, *Esquisses de famine*, 1943

Chers amis, chères amies,

Salutations du bureau du **Tricontinental: Institut de recherche sociale**.

Impossible de nier la réalité de la pauvreté dans notre monde. Les études des données sur le revenu et la richesse montrent régulièrement que des milliards de personnes sur la planète vivent avec un accès minimal aux ressources. Ces études démontrent que la pauvreté ne se mesure pas uniquement à l'aune du manque des ressources financières ; elles montrent comment des milliards de personnes n'ont pas accès à l'électricité, à l'eau potable, à l'éducation ou aux soins médicaux. En 1978, l'Organisation internationale du travail des Nations Unies a proposé le concept de « besoins fondamentaux » comme moyen d'améliorer notre compréhension du seuil de pauvreté. Le seuil de pauvreté devait être défini de manière à prendre en considération un large éventail de besoins humains fondamentaux qui sont autant de droits de tout être humain. Il ne suffit pas de mesurer la pauvreté sur la base de l'apport calorique. Les calories ne sont pas un indicateur suffisant de la richesse – elles ne sont même pas une bonne mesure de la nutrition, car elles ne mesurent pas l'apport en graisses et en protéines.

Au cours des dernières décennies, des organisations internationales et des universitaires ont tenté d'affiner notre compréhension de la pauvreté. Une meilleure compréhension de la pauvreté contribue certainement à l'élaboration de meilleures politiques pour l'éradication de ce fléau inhumain. En 2010, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Initiative d'Oxford sur la pauvreté et le développement humain ont élaboré un indice mondial de pauvreté multidimensionnelle (IPM). Le IPM est allé au-delà de la mesure de la pauvreté fondée sur le revenu pour inclure la façon dont des milliards de personnes sont privées d'éducation, de soins de santé et de niveau de vie. Dix facteurs importants sont pris en compte pour élaborer l'indicateur :

1. Mortalité infantile
2. Nutrition
3. Années de scolarité
4. Fréquentation scolaire
5. Combustible pour la cuisson
6. Électricité
7. Eau potable
8. Assainissement
9. Logement
10. Actifs

Si une personne est privée d'au moins un tiers de ces facteurs, elle est considérée comme pauvre. La semaine dernière, le PNUD et l'Initiative d'Oxford ont publié leur dernier **rapport MPI**. Ils montrent que 1,3 milliard de personnes sont « multidimensionnellement pauvres ». Environ la moitié de ces 1,3 milliard de personnes – 663 millions – sont des enfants de moins de 18 ans, dont un tiers – 428 millions – ont moins de 10 ans. Il y a une géographie de cette souffrance. Environ 85 % des enfants qui sont pauvres sur plusieurs plans vivent en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Dans certains pays – Burkina Faso, Tchad, Ethiopie, Niger et Sud Soudan – environ 90% des enfants de moins de 10 ans sont pauvres sur plusieurs plans. L'indice est facile à utiliser et – malgré les problèmes de méthodologie – devrait être largement utilisé pour réclamer aux États de meilleures politiques d'éradication de la pauvreté.



Ferdando Botero, *La famille présidentielle*, 1967

Mais quelles politiques? Au cours des dernières décennies, les pressions exercées par des institutions telles que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ainsi que par les banques commerciales, ont réduit les possibilités d'intervention de l'État contre la pauvreté. La théorie générale est d'espérer que la pauvreté puisse être éradiquée par la philanthropie et la charité. Tous les regards se tournent vers les milliardaires, espérant qu'ils feront don de leurs richesses pour éliminer les déséquilibres dans le monde. Mais ces dons sont maigres, leur impact sans conséquence.

En 2013, l'ONU a publié un **rapport** – *Inequality Matters* – qui affirmait que « l'inégalité a augmenté principalement parce que les individus les plus riches sont devenus plus riches, tant dans les pays développés que dans les pays en développement ». Non seulement les riches se sont enrichis, mais ils ont déplacé une grande partie de leur richesse dans des paradis fiscaux. Le Tax Justice Network **estime** que le montant total des richesses cachées dans les paradis fiscaux s'élève à 32 billions de dollars, **soit** quatre fois et demie la valeur totale de l'or qui a été extrait et qui est en circulation partout dans le monde. Tanya Rawal-Jindia, du Tricontinental: Institut de recherche sociale, a écrit un **article** dans lequel elle estime que les multinationales détournent au moins 3 milliards de dollars par jour des pays du Sud grâce à un mécanisme connu sous le nom de « prix de transfert erronés ». C'est l'une des nombreuses escroqueries que les entreprises utilisent pour empêcher le paiement d'une imposition adéquate. L'accent mis sur la philanthropie et non sur la fiscalité signifie que les programmes d'éradication de la pauvreté sont laissés aux caprices des milliardaires. Le contrôle démocratique de la richesse est mis de côté. De minuscules dons des milliardaires sont célébrés. L'inégalité n'est pas touchée.



Elise Driggs, *Pittsburg*, 1927

Cette obscénité s'accroît lorsqu'on considère l'approche actuelle de l'ordre mondial face à la pauvreté. La Banque mondiale définit les termes de la lutte contre la pauvreté. Il propose les trois solutions suivantes : promouvoir la propriété privée, utiliser l'argent du gouvernement pour construire de grandes infrastructures et promouvoir des taux de croissance élevés.

Dans cette optique, l'économiste péruvien Hernando de Soto soutient que la solution à la pauvreté endémique est de permettre aux pauvres d'obtenir des titres fonciers pour leurs maisons dans les bidonvilles. Pourtant, comme le soutient **argues** Olivier De Schutter, ancien Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, la privatisation des terres qui en résulte et qui présente le marché comme une solution priverait les pauvres de l'un de leurs rares atouts permanents, à savoir la terre pour vivre et pour gagner un petit salaire. De Schutter suggère que les utilisateurs des terres soient enregistrés afin qu'ils aient le droit aux terres sur lesquelles ils ont construit leurs maisons. Il soutient également l'adoption de lois anti-évacuation et sur les droits de location. Les militants vont plus loin en affirmant le droit des habitants des bidonvilles à la propriété collective.

Une autre politique de la Banque mondiale consiste à construire des infrastructures à grande échelle reliant les pauvres aux marchés – meilleures routes, meilleure production d'électricité, meilleures télécommunications. Le développement des infrastructures est essentiel, mais le type d'infrastructures construites et leur coût économique et social est tout aussi essentiel. La plupart de ces plans d'infrastructure privilégient les grandes infrastructures – grands barrages, grands projets autoroutiers et aéroports internationaux – le paysage de la modernité à l'américaine. Les « biens sociaux » tels que les autoroutes et les aéroports ont-ils un impact universel sur la société ou doivent-ils plutôt être compris comme des « biens de classe » qui profitent principalement aux riches ? Les avantages des autoroutes et des aéroports ne sont-ils pas beaucoup plus appréciés par les classes économiques dominantes que par l'ensemble de la population ? Pourquoi ne pas donner la priorité au développement de projets d'infrastructure qui faciliteraient l'accès des pauvres aux services essentiels tels que l'éducation et la santé, plutôt qu'à un marché sur lequel vendre leur main-d'œuvre ?



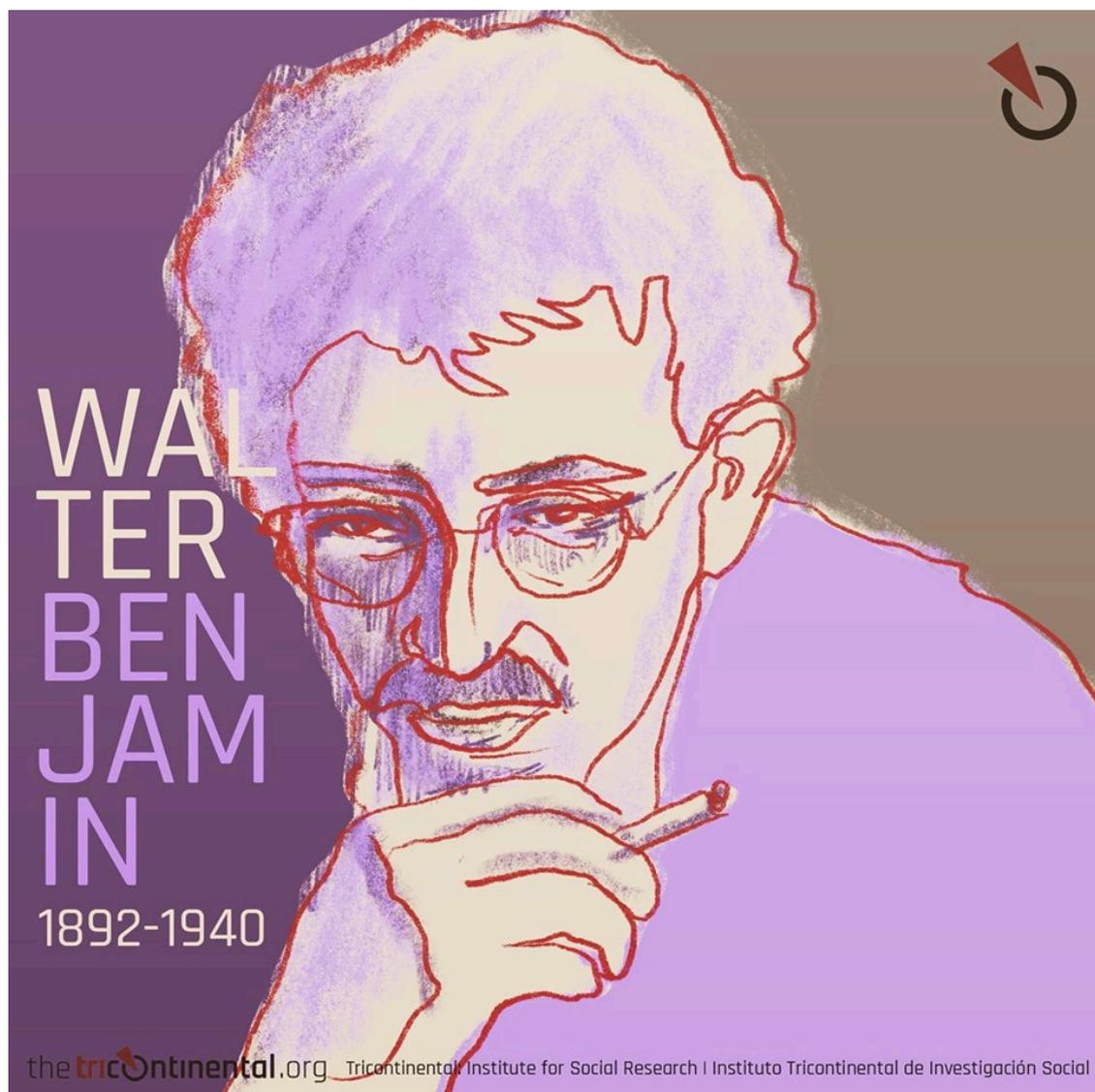
Shomei Tomatsu, Protest 1, Oh! Shinjuku, 1969.

Prenez deux appareils électroménagers : le poêle sans fumée et le congélateur. Le poêle sans fumée est essentiel au développement social – une solution tangible et réalisable aux maladies causées par les poêles à fumée qui ont un impact disproportionné sur les femmes qui en dépendent pour nourrir leur famille. Des milliers de laboratoires universitaires ont créé pour ces poêles. Et pourtant, ils sont absents dans de nombreux foyers, du Népal rural au Mexique urbain. Pourquoi ? Eh bien, les gens qui en ont besoin n'ont pas le pouvoir d'achat pour les acheter.

Capital ne prend pas le prototype en laboratoire, ne le développe pas pour en faire un bien de masse et ne l'introduit pas dans chaque hutte qui brûle des combustibles fossiles sans ventilation. Au lieu de cela, les poêles sans fumée deviennent un projet de développement boutique des ONG plutôt qu'un droit humain fondamental garanti par l'État pour protéger la sécurité humaine et prévenir les maladies.

D'un autre côté, chaque maison aux États-Unis et en Europe du Nord a un congélateur. Dans les régions du monde qui connaissent des températures inférieures au point de congélation pendant plusieurs mois de l'année, les maisons qui sont construites sont chauffées. À l'intérieur de la maison chauffée se trouve un congélateur qui tire de l'énergie contre le chauffage de la maison pour garder les aliments congelés. À l'intérieur du congélateur, il y a un serpentin chauffant pour éviter la formation de trop de glace. Une marchandise – le congélateur – consomme une quantité d'énergie obscène qui n'a guère de sens pendant quatre mois de l'année. Un monde qui fait d'un congélateur dans les pays du Nord un article ménager essentiel, mais qui fait d'un poêle sans fumée dans les pays du Sud un luxe rare est une société qui s'est soumise aux lois du capital au détriment de la survie et de la dignité humaine. Les idées dominantes d'une époque sont celles de la classe dirigeante « », écrivent Marx et Engels. Ils avaient raison.

Les puissants ne contrôlent pas seulement la richesse sociale, ils contrôlent aussi la discussion sur les politiques publiques – et ce qui est considéré comme intellectuellement correct. Les bonnes idées ne suffisent jamais. On ne les croit pas et on ne les adopte pas simplement parce qu'ils ont raison. Elles ne deviennent les idées de notre temps que lorsqu'elles sont manipulées par ceux qui en viennent à croire en leur propre pouvoir, qui utilisent ce pouvoir pour lutter à travers les institutions et faire avancer leurs idées. Pour en savoir plus à ce sujet, consultez notre **Dossier no. 13** : *Le Nouvel Intellectuel*.



En 1928, le marxiste allemand Walter Benjamin a écrit un essai intitulé *Travels Through German Inflation*. Il y soulignait que l'heure était venue – lorsque l'effondrement économique annonçait une guerre civile et une guerre internationale – de transformer le registre émotionnel de la vaste masse de la population du désespoir en manifestation. La souffrance du peuple allemand, écrivait-il, ne doit plus s'ouvrir « sur le chemin précipité de la douleur, mais sur le chemin ascendant de la révolte ». Cela a été plus facile à dire qu'à faire, car cette transformation nécessitait un effort d'organisation politique ; elle ne se ferait pas spontanément (pour en savoir plus sur ces thèmes, voir notre Dossier n°. 18 **Dossier no. 18** *The Only Answer is to Mobilise the Workers* – “La seule solution est la mobilisation ouvrière”).

Plus que tout, Benjamin s'inquiétait en ces années de la fixation des taux de croissance et des quotas de production, de l'intensité de la croyance que la production capitaliste pouvait résoudre les problèmes de désespoir et de privation. Les révolutions, a dit Benjamin, ne devraient pas être considérées comme un train qui s'accélère sans cesse. Peut-être que les révolutions ne sont pas le train, écrivait-il dans ses *Arcades* inédites, mais la race humaine qui s'empare du frein à main.

Chaleureusement,
Vijay.

*Traduit par Alexandre Bovey.



PS : le coordinateur de notre bureau à Buenos Aires, José Seoane, a parlé de notre projet avec Denis Rogatyuk. Vous pouvez **regarder** l'interview en espagnol.